

QUE FAIRE DE LA VICTOIRE DES SOCIALDÉMOCRATES ALLEMANDS

DANS LA CRISE DU NÉOLIBÉRALISME?1

I.

Le changement de pouvoir dans la politique allemande en conséquence des élections du 27 septembre 1998 vient de compléter toute une série de victoires socialdémocrates en Europe. Cette victoire, qui porte au pouvoir une coalition du SPD avec les verts, se passe dans un moment intéressant: la crise dite asiatique et financière avec sa longue haleine, ses répercussions dans l'Occident et ses effets dévastants en Russie a pour la première fois depuis le début des années 1980 sérieusement mis en question l'hégémonie mondiale du néolibéralisme. Dans les classes politiques du monde on peut observer des indications d'un séisme idéologique. Le dérégulationisme se voit abandonné par pas mal de ses fidèles d'hier. Les besoins d'une rérégulation se font sentir presque partout. Dans certains pays des néolibéraux farouches demandent la nationalisation des banques.

Que signifie donc dans ce moment historique d'une crise d'hégémonie la victoire de la socialdémocratie? Est-ce que c'est une victoire de la gauche? Quelles sont les potentialités ou les possibles concrets du changement de pouvoir en Allemagne? Comment faut-il l'interpréter devant l'arrière-plan de la crise?

Pour l'Allemagne il n'y a que l'élément négatif ou destructeur qui paraît clair: L'ère marquée par Helmut Kohl et son parti chrétien-démocrate appartient

désormais aux historiens. Cependant, l'interprétation du côté positif ou créateur de la situation actuelle pose bien des problèmes. Les nouvelles forces majoritaires entrent la scène sous le signe de la continuité.

Dans l'interprétation publique du futur chancelier allemand, Gerhard Schröder lui-même, sa victoire n'appartient pas à la gauche, mais à la >neue Mitte<, le nouveau centre. Parfois on a l'impression que dans la politique allemande il y a parmi les grands partis populaires rien que des Aristotéliens: c'est le juste milieu qui est à la fois cible et enjeu de leurs luttes et où se décident leurs batailles. Au moins selon ce qu'il disent.

Si je pense aux discours vagues de la troisième voie, énoncés récemment par des leaders de nos socialdémocraties européennes sous le patronage de la Maison Blanche des Etats Unis, je me rends compte que ce qui se passe sur la scène allemande n'est que la mise en scène d'une pièce plus générale, investie de certaines couleurs locales.

Donc: est-ce que c'est une victoire de la gauche?

Il faut considérer un autre élément intéressant dans les résultats des élections allemandes. C'est la victoire du PDS, le parti postcommuniste de l'Allemagne de l'Est. Cette victoire était aussi difficile à atteindre qu'elle semble petite dans ses dimensions. Tous les autres partis avaient lutté contre le PDS avec les arguments anticommunistes. En plus, du côté socialdémocrate et vert on avait argumenté que chaque voix pour le PDS serait une voix pour prolonger le régime de Kohl.

Or, le nombre des électeurs qui n'ont pas écouté et suivi cette propagande a été une des surprises des élections. Le PDS a pu augmenter son électorat de façon légère et pourtant remarquable, non seulement dans l'Est, où il a augmenté de 400.000 voix environs, mais aussi dans l'Ouest de l'Allemagne,

où il a augmenté de 100.000. Remarquez que la proportion de ces deux chiffres est inverse à la proportion des chiffres des populations des deux parts de l'Allemagne. Bien sûr, le montant est donc très modeste dans l'Ouest, juste un demi million des électeurs, mais il suffisait pour permettre au PDS pour la première fois depuis la réunification allemande une entrée normale dans le parlement. "Normal" dans ce contexte veut dire: le PDS surmontait la barrière des 5%, ce qui lui garantit l'entrée dans le Bundestag indépendamment des mandats directes: pour la première fois le PDS doit être accepté formellement comme >fraction<, ce qui lui garanti certains droits de participation parlementaires et oblige l'Etat à lui financier un certain appareil politique autant que des activités de formation politique. De ces privilèges le PDS était exclu jusqu'alors.

Voilà donc la surprise de ces élections: Le gouvernement d'une socialdémocratie orienté vers le nouveau centre se trouvera confronté avec une opposition de gauche. Si l'électorat de gauche ne se sent plus représenté par le gouvernement, cette opposition pourrait servir comme point de cristallisation pour une nouvelle gauche allemande.

II.

Si l'on peut parler d'une crise d'hégémonie du néolibéralisme et du fait que l'opposition contre les partis porteurs du néolibéralisme a gagné les élections, il faut ajouter que c'est une drôle d'opposition que ces partis semblent vouloir mener contre le néolibéralisme.

Avec la crise ou même les chutes nationales du néolibéralisme les choses se passent comme dans le narratif de la psychanalyse avec la chute du père: Bien sûr, le père est assommé; en suite il est avalé par ceux qui l'ont tué. Et la scène

suivante se caractérise par ce que Sigmund Freud appelle l'obéissance après coup. Les frères sont hantés par le spectre du père. Sans blague, il paraît que nos socialdémocrates aient avalé et intériorisé pas mal de néolibéralisme. Ainsi -- pour donner une preuve des tons qui font leur musique -- le ministre d'économie désigné par le nouveau chancelier Gerhard Schröder parle de la nécessité "d'abattre les murs de prison du système de la sécurité sociale". Imaginez-vous, la sécurité sociale est la nouvelle Bastille qu'il faut abattre. Vous connaissez ce langage de marché qui, des discours quotidiens jusqu'aux discours de nos politiciens ou même de certains des plus hauts représentants de nos syndicats, a colonisé plus ou moins toutes les sphères de la vie.

Pour bien s'expliquer ce phénomène d'intériorisation des valeurs et du jargon du néolibéralisme et pour sortir de l'inévitabilité de ce phénomène étonnant de l'obéissance après coup il faut se rendre compte des forces propres du néolibéralisme. Je me limite à deux points pour indiquer les deux sources principales de la vigueur et persévérance de l'hégémonie du néolibéralisme :

La première: les forces propres de l'individu ont été appelées et activées d'une façon convaincante et interclassiste pour un grand nombre de couches sociales. Il convient de parler d'un mode néolibéral d'activation des sujets. Et ici, je ne parle pas du consumérisme, qui appartient, bien sûr, aussi à l'arsenal néolibéral. Je parle de la multiplication de chances et de champs d'initiatives de "faire quelque chose", de se décider, de choisir pour soi-même, de réagir d'une façon flexible aux changements des conditions etc. Que ces formes d'activation soient largement imaginaires ne diminue pas leur vigueur.

La deuxième force du néolibéralisme, liée à la première: ce qui se fait sous cette dénomination n'est ni plus ni moins que la gestion d'une *transition*, à l'intérieur et dans les limites du capitalisme, *d'un mode de production à un autre* - 'mode de

production' pris dans le sens concret de l'unité dialectique des forces productives et des rapports de production, liée à un mode de vivre.

III.

Souvent la critique populaire ne voit que le côté financier et spéculatif du régime néolibéral. Ou elle se borne à blâmer la mondialisation. Il ne faut pas se tromper: la mondialisation n'est pas l'ennemi mais un des enjeux des luttes, et l'activation individualiste et l'énorme productivité, soit-elle ambivalente, du nouveau mode de production ont une force d'attraction qui se fait sentir jusqu'aux classes travailleuses, surtout chez les jeunes.

Or, ces deux forces principales du néolibéralisme sont renforcées soit par le vide, soit par les obstacles qui leur correspondent dans pas mal de discours et de politiques traditionnelles de gauche:

Premièrement: L'activation néolibérale s'oppose à une véritable "passivation" - - effet des politiques traditionnelles des socialistes qui sont presque toujours des politiques de caractères étatistes et administratifs dans la ligne social-démocrate, poussée à l'extrême dans la ligne bolchévique par le mode de production étatique, analysé par Henri Lefebvre, et par l'effet de ce mode de production, que Anatoly Butenko a décrit comme la >décomposition du facteur subjectif<, débouchant dans toute une phénographie d'irresponsabilités organisées et de simulacres.

Deuxièmement: Avec des différences et exceptions significatives la gauche dans ses différents courants n'a guère développé des compétences de gestion de la transition au mode de production de haute technologie et du façonnement social alternatif des nouvelles forces productives -- et, bien sûr, les moyens de communications font parti des forces productives. Au

contraire: Ce qui prévaut dans le sens commun des gauches au moins en Allemagne c'est le scepticisme envers les nouvelles forces productives et même quelquefois l'apothéose de la vie simple d'une production dite de subsistance et sans échanges, tout cela plongé dans un éclairage apocalyptique.

On est tenté de dire: les forces du néolibéralisme se fondent sur des faiblesses de la gauche.

Il me semble que l'absence d'un chantier collectif et pluriel de gauche pour ressusciter l'utopie concrète concernant les usages alternatifs des nouvelles technologies; et aussi l'absence d'une reconstruction du projet socialiste basé sur une base de l'activation des individus et des groupes, ajoutant ainsi des dimensions sociales au démocratisme auquel les étatistes d'hier se sont convertis -- il me semble donc que ses absences collectives se renforcent par un véritable refoulement de la problématique du socialisme étatiste, qui a suivi l'échec misérable de la perestrojka. Il faut assumer cet héritage qui est surtout un héritage de questions.

C'est la crise mondiale du capitalisme actuel, que les discours officiels cherchent de cantonner à une région de l'Asie ou bien dans la sphère financière, qui a changé la perception publique du régime néolibéral, et non pas nos analyses, écrivait Alain Touraine il y a quelques semaines. Et pourtant, au milieu d'un pullulement de discours il y a un manque de langage, un manque de concepts et d'analyses marxistes qui vraiment touchent la réalité pratique. Nous n'avons guère de *nom* ni de *théorie* partagés, qui nous permettraient de nous comprendre et de nous expliquer sur ce qui est le cas sur le niveau du mode de production.

Si donc nos socialdémocrates restent dans le vague et reproduisent un néolibéralisme un peu plus mou que l'original, c'est précisément une des expressions de ce manque. L'importance que le moment historique de crise et

de victoire potentielle d'une gauche confère à notre rencontre me semble se fonder dans cette nécessité: Développer un langage commun, baptiser et comprendre ce qui est le cas et dans le devenir dans une perspective qui montre ses contradictions et détecte ses possibles et les possibilités d'intervenir et de le changer. Pussions-nous contribuer à ce que le stock épuisé d'alternatives concrètes soit rempli de nouveau.

Ce qui est de première importance c'est d'analyser les forces productives et formatives de notre époque dans une perspective de leur façonnement social.

IV.

Le moment historique actuel se caractérise par l'absence d'une alternative systémique au capitalisme; à l'ordre du jour est la recherche des alternatives *dans* le capitalisme. Le diable porte pierre, dit un proverbe - à la construction de l'église, bien sûr. Le diable marxiste doit-il aujourd'hui porter pierre à la construction d'un nouveau réformisme?

Pour les marxistes une telle situation signifie un approche critique à certaines positions de nos classiques dans cet égard -- critiquant les éléments "immédiatistes" chez eux, résistant à la tentation communautaire au détriment du social, résistant à l'abolition des sphères de médiation comme le marché ou le droit. Se croire marxiste orthodoxe en suivant Marx à la lettre est le chemin directe d'expulser l'esprit de ces lettres. Il aboutira dans la conscience malheureuse de quelqu'un qui doit servir deux maîtres incompatibles: celui de certains textes classiques et celui de la raison politique actuelle - et je ne parle pas de la fameuse *Realpolitik* qui aujourd'hui souvent a perdu toute faculté de changer la réalité -- ou de changer les changements négatifs qu'un marché dérégulé effectue. C'est pour cette raison que Lénine, dans son époque, a

identifié comme l'âme vivante du marxisme l'analyse concrète de la situation concrète.

Et malgré nos adieux historiques à Lénine dans certains égards cette orientation résiste au temps qu'elle recommande de respecter dans sa matérialité. Les mutations des sociétés dans toutes leur sphères, avec un recul et une composition "bizarre", comme dirait Gramsci, du sens commun, rendent l'appel de Lénine à la concrétion peut-être plus actuelle que jamais. Mais le concret demande le concept.

Le diable marxiste aujourd'hui doit porter pierre à la construction d'un nouveau réformisme, mais d'un réformisme révolutionnaire, ou mieux d'une "realpolitik révolutionnaire", comme disait Rosa Luxemburg, c'est à dire un réformisme qui se sait et se veut transitoire.

Ce qui a décidé les résultats des élections allemandes c'était la question du chômage. Une majorité s'attend quelque chose des socialdémocrates et des verts. Voici une tâche qui appelle le concours des marxistes: redécouvrir que ce n'est pas le travail qui a disparu, mais la forme salariale qui dans sa façon dominante est devenu contreproductive sur la base des nouvelles forces productives. Les masses des travaux socialement nécessaires et la masse des travaux salariés sont devenu désaccordées d'une façon qui commence à menacer la cohésion sociale. Comme disait Robert Castel contre le >mythe démobilisateur< de la >fin du travail<: le travail est >le >front principal des luttes pour promouvoir demain un avenir meilleur<. Mais il faut inscrire cette problématique dans un horizon plus radical: le travail n'est pas identique au travail salarié. La frontière entre travaux monétarisés et travaux non monétarisés, comme elle existe aujourd'hui, est un résidu d'une époque passée. La réponse à la féminisation du travail, par exemple, doit être la reconnaissance formelle des travaux féminins.

Le travail prioritaire de la réforme d'aujourd'hui doit être la réforme du travail et par là même l'effort de donner une nouvelle substance à la citoyenneté sociale. Voilà donc l'enjeu majeur d'un nouveau réformisme. Il s'agit d'une réforme qui s'attaque à la structure. Contribuer à faire renaître l'imagination sociale d'un tel changement, c'est aussi contribuer à ce que des victoires à la Gerhard Schröder se convertissent en victoires de la gauche.

¹ Contribution à l'ouverture du Congrès Marx International II: *Le capitalisme - critiques, résistances, alternatives*, Paris, 30.9.-3.10.1998